

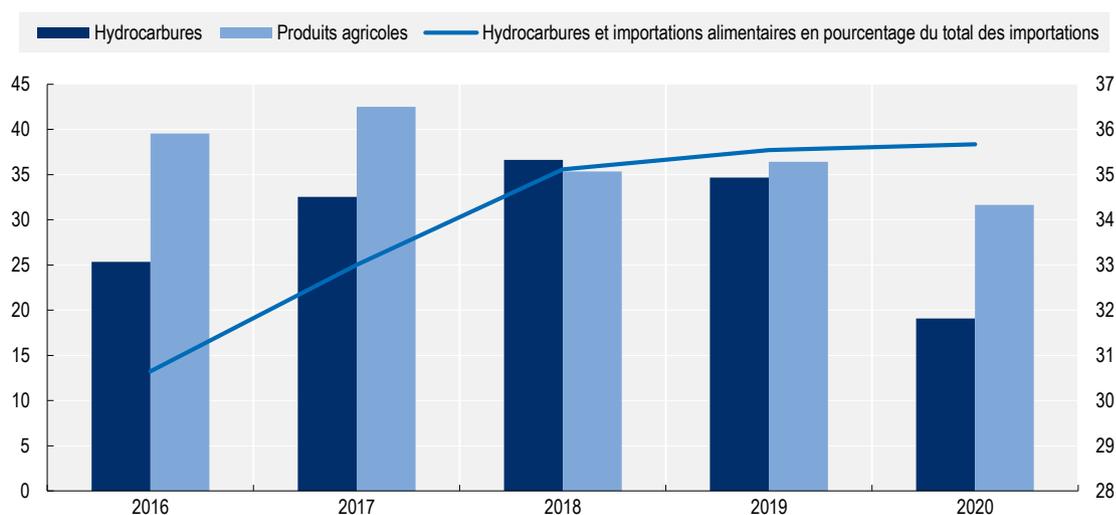
L'agression de la Russie contre l'Ukraine et ses impacts dans la région MENA

Ce rapport a été préparé avant l'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine. Néanmoins, il est important d'ajouter une analyse préliminaire sur l'impact que la guerre aura dans la région MENA.¹

Bien que la guerre soit relativement éloignée des frontières de la région, on s'attend à ce que les pays de la région MENA subissent un impact économique important car le conflit perturbe les chaînes d'approvisionnement de la région pour les importations alimentaires, dont la plupart des pays de la région MENA dépendent, et modifie les prix mondiaux de l'énergie (Graphique 1).

Graphique 1 Plus d'un tiers des importations de la région MENA concernent les denrées alimentaires et le carburant, et leur part a augmenté pendant la pandémie.

Axe de gauche : Milliards d'USD ; axe de droite : % des exportations totales



Source : Calculs de l'OCDE, base de données Comtrade de l'ONU.

Importations de carburant. La Russie étant l'un des principaux producteurs et exportateurs d'hydrocarbures, les perturbations de la production et de l'approvisionnement, ainsi que les sanctions imposées à la Russie, ont des effets importants sur les prix du pétrole, du gaz et des carburants. Ceux-ci ont déjà connu une augmentation significative depuis 2021, après une baisse initiale au début de la pandémie.

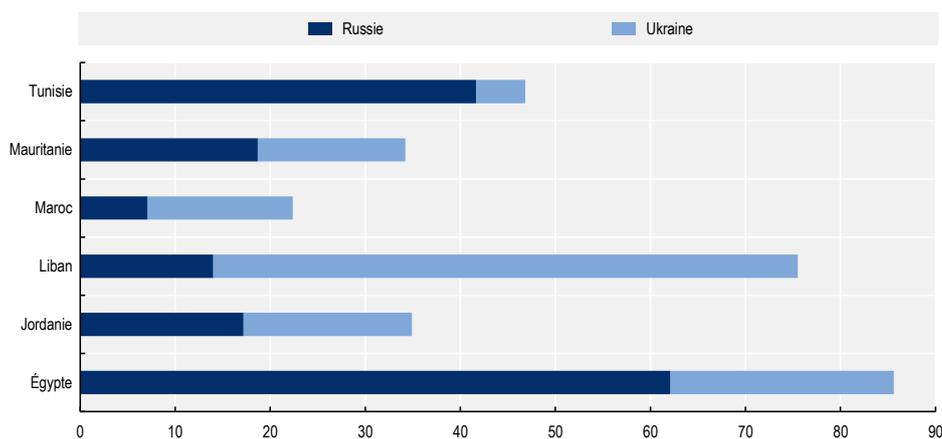
La recherche d'alternatives aux sources russes d'hydrocarbures pourrait profiter aux producteurs de la région MENA à moyen et long terme. Remplacer les exportations russes de pétrole et de gaz vers l'Europe nécessiterait à la fois d'adresser des investissements pour stimuler la production locale et de construire de nouvelles infrastructures intra-régionales, en particulier pour la logistique plus complexe du gaz, ce qui ne peut éventuellement pas être réalisé à court terme. Le maintien de prix élevés pour le pétrole et le gaz peut également contribuer à l'inflation et/ou à la pression sur les budgets publics en raison de l'augmentation des subventions énergétiques. Selon l'AIE, en 2020, le taux moyen de subventionnement de l'énergie en Algérie était de 52 %, soit 191 USD par habitant et 5,8 % du PIB ; et le taux moyen de subventionnement de l'énergie en Égypte était de 29 %, soit 77 USD par habitant et 2,2 % du PIB. Pour les pays importateurs de pétrole de la région MENA, les prix élevés de l'énergie auront des répercussions considérables sur les budgets publics, les balances commerciales et les réserves en devises fortes, contribuant ainsi à l'instabilité économique et sociale.

Importations alimentaires. Les pays de la région MENA ont importé en 2020 plus de 30 milliards USD de produits agricoles et alimentaires. Cela représentait 22 % des importations totales de biens de la région et restait la catégorie la plus pertinente dans le panier d'importation. La Russie et l'Ukraine sont des producteurs majeurs d'aliments de base (céréales) dans le monde, représentant environ 30 % des exportations mondiales de blé et 14 % des exportations de maïs, ainsi que plus de 50 % de l'huile de tournesol. La Russie (et le Belarus, qui fait également l'objet de sanctions) sont également de grands producteurs d'engrais.

De nombreux pays de la région MENA sont particulièrement dépendants des importations agricoles en provenance de Russie et d'Ukraine. Par exemple, le Liban importe 60 % de son blé d'Ukraine, et l'Égypte près de 85 % de Russie et d'Ukraine, la Tunisie plus de 47 % des deux pays, avec une très forte dépendance à l'égard de l'Ukraine, le Maroc en importe près d'un quart et la Jordanie plus de 34 % (Graphique 2).

Graphique 2 Importations de blé de Russie et d'Ukraine par pays, 2020

Pourcentage des importations totales de blé



Note : Les importations de blé de l'Algérie et de l'Autorité palestinienne en provenance de Russie et d'Ukraine en 2020 ont été négligeables.
Source : Calculs de l'OCDE, base de données Comtrade de l'ONU.

La région MENA a l'un des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde. Compte tenu de la dépendance à l'égard des importations alimentaires, la guerre en Ukraine risque d'accroître l'insécurité alimentaire dans la région. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les pays de la région MENA n'a cessé d'augmenter au cours des trois premiers mois de la guerre, passant de 26 millions en février à 28,3 millions en mai 2022.²

Les migrations. Enfin, les effets possibles concernent également les mouvements de populations de la région MENA vers la rive nord de la Méditerranée. D'importants flux de réfugiés ukrainiens sont actuellement en cours de relocalisation en Europe. Dans un avenir proche, cela pourrait avoir un impact sur les possibilités de travailler et d'étudier dans les pays européens pour les personnes d'autres zones géographiques.

Encadré 1. Aperçu de l'impact de la guerre en Ukraine dans les pays de la région MENA. Une évaluation préliminaire.

Malgré les défis communs auxquels les pays de la région MENA sont confrontés, une analyse au niveau national sera nécessaire pour évaluer correctement l'impact de la guerre. Les résultats préliminaires sont résumés ci-dessous.

Traditionnellement, l'**Algérie** n'est pas fortement dépendante des importations alimentaires en provenance d'Ukraine ou de Russie. Toutefois, le pays est exposé à la hausse des prix des denrées alimentaires en raison des fluctuations des marchés mondiaux. L'Algérie, qui était déjà confrontée à une flambée des prix depuis 2021, continuera très probablement à intensifier ses efforts pour atténuer l'inflation des produits alimentaires de base. Cela nécessitera d'augmenter les dépenses publiques dans un contexte de planification des ressources budgétaires, qui est un objectif pertinent du gouvernement depuis le début de la pandémie. Contrairement à d'autres pays voisins, l'augmentation des recettes d'hydrocarbures de l'Algérie, due à la flambée des prix internationaux du pétrole, facilitera les plans du gouvernement visant à réduire l'impact à court terme de l'inflation, mais pourrait retarder la mise en œuvre des réformes de planification budgétaire.

L'**Égypte**, premier importateur mondial de blé, dépend fortement de l'Ukraine et de la Russie pour satisfaire ses besoins nationaux en céréales et est un importateur net d'autres produits alimentaires de base, tels que les huiles de cuisson. Dans ce contexte, la flambée des prix, la chute du tourisme en provenance d'Ukraine et de Russie, une source importante de devises étrangères, et l'augmentation des désinvestissements, ont contraint l'Égypte à demander l'aide du FMI en mars 2022. Le financement du FMI devrait aider le pays à lutter contre l'inflation, tout en maintenant ses réserves de change et en mettant en œuvre un programme de rationalisation de la dette à partir de 2022.

La **Jordanie** a réussi à contenir l'inflation en dessous de 2 % au cours de l'année écoulée, mais l'impact du conflit en Ukraine reste à évaluer. En tant qu'importateur net de denrées alimentaires de base et de carburant, il faut s'attendre à ce que les ménages et les comptes publics jordaniens soient davantage mis à l'épreuve en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole et de la réduction des flux touristiques due à la baisse du pouvoir d'achat mondial. Dans ce contexte, la Jordanie va très probablement accroître la dette publique, déjà en hausse depuis le début de la pandémie, augmenter les taux d'intérêt et accentuer la dévaluation de sa monnaie.

Le **Liban** devrait être l'un des pays de la région MENA les plus touchés par la guerre en Ukraine. Le Liban dépend fortement des importations de blé en provenance d'Ukraine et est un importateur net de pétrole. Comme le pays souffre toujours des conséquences de la crise du carburant en 2021, de la forte inflation et de la dévaluation de la monnaie, ainsi que des pénuries dans les supermarchés, une

tension supplémentaire sur les prix des produits de base et des services qui dépendent beaucoup des coûts du pétrole (comme le transport ou la production d'électricité) va très probablement exacerber l'effondrement économique et accroître l'insécurité alimentaire. Le Liban discute actuellement avec le FMI d'une facilité de fonds étendue à quatre ans pour soutenir la stabilisation du pays.

Dans l'**Autorité palestinienne**, le coût du blé a augmenté de plus de 25 % depuis le début de la guerre, et d'autres produits alimentaires ont également connu une hausse significative des prix, ce qui a fortement affecté le pouvoir d'achat des ménages. Selon le PAM, l'insécurité alimentaire a atteint 31,2% (64% à Gaza, 9% en Cisjordanie). En outre, sans mesures spécifiques, les réserves de blé pourraient être bientôt épuisées (moins d'un mois selon Oxfam ; 2 à 3 mois selon le ministère de l'économie nationale).

Le **Maroc** dispose d'un secteur agricole solide, qui comprend la production de blé, bien qu'elle soit insuffisante pour répondre à la demande interne. Traditionnellement, le pays a importé environ 20 % de ses besoins en blé d'Ukraine et de Russie. Si les performances économiques du pays dépendront davantage de la demande des pays européens en produits manufacturés marocains, l'inflation des prix alimentaires et pétroliers affectera néanmoins les ménages et les activités économiques du pays, limitant les perspectives de croissance pour 2022.

En **Tunisie**, l'inflation a atteint 7,2% en mars 2022, en base annuelle, soit le niveau le plus élevé depuis trois ans. A l'instar des autres pays importateurs de produits alimentaires et non pétroliers de la région, la Tunisie est particulièrement sensible aux fluctuations des prix du pétrole et des produits alimentaires. La crise actuelle peut accentuer les faibles perspectives économiques de la Tunisie, qui sont restées faibles pendant la dernière décennie et ont été aggravées par la pandémie. Dans un contexte de faible création d'emplois et de chômage élevé, la Tunisie collabore avec le FMI pour étendre l'aide actuelle destinée à lutter contre les effets de la pandémie afin de faire face au scénario aggravé par la guerre.

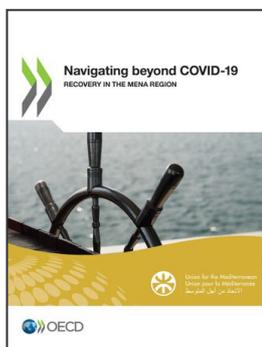
a. Au cours des dernières années, l'Algérie a prévu d'augmenter considérablement ses importations de blé en provenance de Russie, pour devenir d'ici 2022 la principale source d'approvisionnement du pays, <https://www.reuters.com/article/algeria-wheat-russia-idAFL5N2O435X>.

Sources : Données Comtrade ; FMI ; Banque mondiale ; administrations nationales.

Notes

¹ La région MENA ou les pays MENA désignent le groupe de pays qui sont membres de l'Union pour la Méditerranée. Ces pays sont : Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Autorité palestinienne et Tunisie. Lorsque le terme " région MENA au sens large " est utilisé, il fait référence au groupe de pays MENA qui comprend les membres de l'UpM et les non-membres de l'UpM.

² Source : PAM HungerMapLIVE. *Comprend des données provenant de deux sources : (1) les systèmes de surveillance continue, en temps quasi réel, du PAM, qui collectent à distance des milliers de données quotidiennement par le biais d'appels en direct effectués par des centres d'appels dans le monde entier ; et (2) les modèles prédictifs basés sur l'apprentissage automatique.*



Extrait de :
Navigating beyond COVID-19
Recovery in the MENA Region

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/48300c64-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « L'agression de la Russie contre l'Ukraine et ses impacts dans la région MENA », dans *Navigating beyond COVID-19 : Recovery in the MENA Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d5afeada-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.